

Jugement
Commercial
N°99/2018
Du 03/07/2018

CONTRADICTOIRE

BOUBACAR KIMBA,
Opposant,

C /

IDRISSA ISSA
Défendeur à
l'opposition

LE TRIBUNAL

Statuant publiquement
contradictoirement, en matière
d'opposition à injonction de payer
commerciale et en premier ressort ;

En la forme :

Constate que BOUBACAR KIMBA
s'est fait représenter par MOCTAR
AMADOU TINNE suivant procuration
en date 29/05/2018 ;

Reçoit, en conséquence, l'opposition
de BOUBACAR KIMBA introduite
conformément à la loi ;

Au fond :

Rejette l'opposition comme mal
fondée ;

Condamne en conséquence
BOUBACAR KIMBA à payer à
IDRISSA ISSA la somme de 3.930.250
F CFA en principal et 517.659 francs
CFA en frais divers soit au total
4.447.949 francs CFA représentant le
montant de leurs relations
contractuelles dans la sommation du
10/04/2018 ;

Condamne BOUBACAR KIMBA aux
dépens ;

Notifie aux parties, qu'elles disposent
de trente (30) jours, à compter du
prononcé de la présente décision
pour relever appel, par dépôt d'acte
d'appel devant le greffier en chef du
tribunal de commerce de Niamey.

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 03 JUILLET 2018

Le Tribunal en son audience de vacation du Trois Juillet Deux mil Dix Huit en laquelle siégeaient Monsieur **ZAKARIAOU SEIBOU DAOUDA, Président**, Messieurs **DAN MARADI YACOUBA ET BOUBACAR OUSMANE, Juges Consulaires** avec voies délibératives avec l'assistance de Maitre **Madame CISSE SALAMATOU MAHAMADOU, Greffière** dudit Tribunal, a rendu le jugement dont la teneur suit :

Entre

BOUBACAR KIMBA, né le 01/01/1972 à DAMANA, demeurant à 1070 Anderlecht, Rue Bissé 20, représenté par MOCTAR AMADOU TINNE, né le 24/07/1983 à Niamey, demeurant à Niamey, se défendant personnellement ;

Demandeur d'une part ;

Et

IDRISSA ISSA, tôlier-peintre, demeurant à Niamey, quartier TALLADJE tél. 98 59 12 12, se défendant personnellement ;

Défenderesse d'autre part ;

LE TRIBUNAL

Attendu que par exploit en date du 03 mai 2018 de Maitre HAMANI SOUMAILA, Huissier de Justice à Niamey, BOUBACAR KIMBA, né le 01/01/1972 à DAMANA, demeurant à 1070 Anderlecht, Rue Bissé 20, représenté par MOCTAR AMADOU TINNE, né le 24/07/1983 à Niamey, demeurant à Niamey, se défendant personnellement a formé opposition devant le Tribunal de Commerce de Niamey contre l'ordonnance N°32/PTC/NY/2018 du 20 avril 2018, rendue à son encontre par le Président dudit Tribunal, au bénéfice IDRISSA ISSA, tôlier-peintre, demeurant à Niamey, quartier TALLADJE tél. 98 59 12 12, se défendant personnellement ;
et voir :

- *Mettre à néant l'ordonnance entreprise dans toutes ses dispositions ;*
- *Concilier les parties*
- *Evoquer et statuer à nouveau ;*
- *Condamner le requis aux dépens ;*

EXPOSE DU LITIGE :

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES :

Attendu qu'il apparaît des pièces de la procédure que courant mois de Ramadan 2017, BOUBACAR KIMBA résident en Belgique s'est engagé, moyennant la somme de 4.500.000 F CFA de vendre à IDRISSE ISSA un véhicule ;

Que ladite transaction n'ayant pas abouti, le 10/04/2018, IDRISSE ISSA a réclamé ledit montant déduit de la somme de 970.000 francs CFA au titre de marchandises qu'il dit avoir pris dans sa boutique sise à Niamey et qui est tenue par un certain MOCTAR AMADOU TINNE, présenté comme le représentant des intérêts de BOUBACAR KIMBA à Niamey auquel la sommation a été présentée ;

La reconnaissance de dette de la part de BOUBACAR KIMBA mentionnée sur la sommation par l'huissier qui dit l'avoir contacté au téléphone a servi de base à l'injonction de payer objet de la présente procédure d'opposition ;

Lors des débats, il a été constaté que BOUBACAR KIMBA qui était absent s'est fait régulièrement représenter par MOCTAR AMADOU TINNE suivant procuration en date du 29/05/2018 ;

Celui-ci dit ne pas connaître le montant exactement le montant litigieux entre les parties mais savait, néanmoins, que les deux protagonistes entretiennent des relations d'affaires ;

Conformément aux articles 12 de l'AUPSRVE et 39 de la loi 2015-08 du 10 avril 2015 sur les tribunaux de commerce, l'opposition a été enrôlée pour le 15/05/2018 en vue de la tentative de conciliation ;

A cette date la tentative de conciliation a échoué et conformément aux dispositions du même article, le dossier a été renvoyé à l'audience des plaidoiries du 22/05/2018 puis renvoyé au 29/05/2018 à la demande de MOCTAR AMADOU TINNE où il a été mis en délibéré au 05/06/2018 ;

Advenue cette date, le délibéré a été rabattu et le dossier a été renvoyé au 12/06/2018 à l'effet d'entendre l'huissier instrumentaire ayant servi la sommation de payer à propos de la mention de reconnaissance portée sur ladite sommation ;

A l'audience du 19/06/2018, après l'audition de l'huissier instrumentaire, le dossier a été mis en délibéré pour le 03/07/2018 où il a été vidé sur les mérites des prétentions et moyens des parties ;

sur ce ;

EN LA FORME :

Attendu que lors des débats, il a été constaté que BOUBACAR KIMBA qui était absent s'est fait régulièrement représenter par MOCTAR AMADOU TINNE suivant procuration en date du 29/05/2018 ;

Attendu que cette procuration donnée par l'opposant à l'injonction de payer et légalisée à l'ambassade du Niger à Bruxelles par le premier conseiller est bonne et valable ;

Attendu que le demandeur à l'instance, tout comme le mandataire de BOUBAKAR KIMBA, se sont présentés à toutes les étapes de la procédure

Qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à l'égard de toutes les parties ;

AU FOND

Sur les mérites de l'opposition

Attendu qu'à la barre du tribunal, IDRISSE ISSA a réitéré pour l'essentiel, ses propos consignés dans la sommation de dire et la requête aux fins d'injonction de payer ;

Attendu que pour sa part, à travers son représentant, BOUBACAR KIMBA ne soulève aucun grief contre l'ordonnance d'injonction de payer mais se limite simplement à solliciter de la mettre à néant et lui permettre d'être à mesure de présenter sa défense en toute sérénité car, dit-il, obtenir d'excellents arguments à faire valoir pour combattre les prétentions de son adversaire ;

Mais attendu que MOCTAR AMADOU TINNE dit avoir informé BOUBACAR KIMBA des propos et réclamations du défendeur à l'opposition et confirme que son mandant dit reconnaître devoir le montant à lui réclamé et qu'il s'engage au paiement de manière amiable ;

Que dès lors c'est sans arguments sérieux que celui-ci tente de mettre à néant, selon ses propos, une ordonnance dont la validité ne souffre de doute tant la créance à lui réclamée et certaine liquide et exigible ;

Qu'il y a, en conséquence, lieu de rejeter l'opposition comme mal fondée et condamner BOUBACAR KIMBA à payer à payer à IDRISSE ISSA la somme de 3.930.250 F CFA en principal et

517.659 francs CFA en frais divers soit au total 4.447.949 francs CFA représentant le montant de leurs relations contractuelles dans la sommation du 10/04/2018 ;

SUR LES DEPENS :

Attendu que BOUBACAR KIMBA doit être condamnée aux dépens ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement contradictoirement, en matière d'opposition à injonction de payer commerciale et en premier ressort ;

En la forme :

- **Constata que BOUBACAR KIMBA s'est fait représenter par MOCTAR AMADOU TINNE suivant procuration en date 29/05/2018 ;**
- **Reçoit, en conséquence, l'opposition de BOUBACAR KIMBA introduite conformément à la loi ;**

Au fond :

Rejette l'opposition comme mal fondée ;

- **Condamne en conséquence BOUBACAR KIMBA à payer à IDRISSE ISSA la somme de 3.930.250 F CFA en principal et 517.659 francs CFA en frais divers soit au total 4.447.949 francs CFA représentant le montant de leurs relations contractuelles dans la sommation du 10/04/2018 ;**
- **Condamne BOUBACAR KIMBA aux dépens ;**
- **Notifie aux parties, qu'elles disposent de trente (30) jours, à compter du prononcé de la présente décision pour relever appel, par dépôt d'acte d'appel devant le greffier en chef du tribunal de commerce de Niamey.**

Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que suivent.

Suivent les signatures.